

Questions orales

M. le Président: En dépit de l'objet de la question, la présidence veut bien inviter la députée de Yukon à poser une question supplémentaire.

Des voix: Oh, oh!

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Je vous remercie, monsieur le Président. Je me réjouis d'entendre le ministre déclarer qu'il va faire quelque chose. Il nous tarde de savoir quoi. Nous avons déjà perdu une saison. J'ose espérer qu'il s'agit là d'une assurance à transmettre aux citoyens du Yukon et à tous les Canadiens que le gouvernement est parfaitement capable de négocier pour les habitants du Yukon une répartition équitable de ressources qui nous appartiennent de droit.

L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans): Je tiens à donner de nouveau cette assurance. Apparemment, les stocks capturés par les pêcheurs installés en Alaska dépassent déjà les contingents de cet État de quelque 50 p. 100. Cette prise supplémentaire est cinq fois plus considérable que celle de nos propres pêcheurs du Yukon. C'est un abus dont j'entends m'occuper immédiatement.

* * *

LE FONDS DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

LA PROVENANCE DES NOUVEAUX FONDS

Mme Mary Collins (Capilano): Je pose ma question au ministre chargé de la diversification de l'économie de l'Ouest. En premier lieu, je le félicite pour sa nomination et pour le fonds de diversification de l'économie de l'Ouest de 1,2 milliard que ses collègues et lui ont annoncé la semaine dernière.

M. le Président: Les félicitations sont toujours recevables, mais, vu l'heure qu'il est, je demande à la députée d'abréger.

Mme Collins: Il y a confusion, ou peut-être méprise, en Colombie-Britannique, en ce qui concerne ce fonds. Dans le cadre des programmes existants du MEIR, la Colombie-Britannique reçoit une cinquantaine de millions par année. Si l'on répartit le 1,2 milliard entre les quatre provinces sur cinq années, on arrive à peu près au même montant. Certains ont l'impression que les subventions restent les mêmes.

Le ministre voudrait-il préciser et confirmer qu'il s'agit de 1,2 milliard d'argent frais, qui ne remplace pas les fonds de programmes permanents du MEIR ou d'autres ministères?

L'hon. Bill McKnight (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Je remercie la députée de sa question qui permet d'apporter une précision.

Le fonds consiste en 1,2 milliard d'argent frais. S'y ajoutent les 200 millions transférés au bureau de la diversification de l'économie de l'Ouest pour le Programme de développement industriel et régional, le Programme de développement industriel relié au transport dans l'Ouest et les ententes de développement industriel et régional qui concernent cette région.

Aux fins de développement économique, le gouvernement a dépensé, cette année, dans tout le pays, plus de un milliard de

dollars pour l'industrie, les sciences et la technologie, 1,2 milliard de dollars sont allés à la diversification de l'économie de l'Ouest, 55 millions au développement du Nord et 1,5 million à la région de l'Atlantique. Le gouvernement, le premier ministre et le Cabinet prennent les intérêts des régions à coeur.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

L'USINE FIRESTONE DE HAMILTON—LE DÉMÉNAGEMENT DE L'OUTILLAGE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Il y a moins d'un mois, le ministre a déclaré aux travailleurs de Firestone, aux habitants de Hamilton, et à l'ensemble des Canadiens que, si du matériel devait quitter l'usine Firestone, il réclamerait immédiatement le remboursement des 13,5 millions de dollars que le gouvernement fédéral avait accordé à la compagnie. C'était le 15 juillet dernier. A présent, le ministre négocie avec Firestone une entente qui permettra à cette dernière de transférer ses machines et son équipement canadiens aux États-Unis de dépolluer l'usine pour ainsi dire, ne laissant ici que l'ossature.

Que s'est-il passé au juste entre le 15 juillet et aujourd'hui pour que le ministre fasse volte-face ainsi, après avoir donné sa parole aux Canadiens?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre chargé de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, ma collègue sait très bien que nous vivons évidemment dans ce cas-ci une situation qui est fort difficile et fort complexe. Nous avons examiné différentes alternatives de solution avec la compagnie Firestone. Nous avons identifié des acheteurs possibles et nous avons demandé à la compagnie effectivement de mettre en fiducie la somme de 13 millions et demi de dollars, qui a été mentionnée par ma collègue, de façon à pouvoir garder ouvertes toutes les options possibles afin de trouver une solution positive pour justement conserver cette usine ouverte au meilleur intérêt des travailleurs de sa région.

[Traduction]

LA NOUVELLE CONCERNANT LE DÉMÉNAGEMENT AUX ÉTATS-UNIS

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Il y a moins d'une heure, je m'entretenais avec un fonctionnaire de son ministère. Il n'existe aucune convention écrite entre Firestone et le gouvernement qui garantisse ces emplois ou ce matériel.

Des voix: Plus fort.

Mme Copps: Je parlerai plus fort, monsieur le Président. Même si les ministériels ne tiennent pas à entendre une porte-parole de l'opposition à Hamilton, ils devront bien s'y faire parce que je n'ai pas l'intention de me taire.